

47
137

ASSOCIATION NATIONALE RÉPUBLICAINE

(CENTENAIRE DE 1789)

DISCOURS

PRONONCÉ A PARIS

Le 11 avril 1889, à l'Assemblée générale
des Membres de l'Association

PAR

M. JULES FERRY

Député des Vosges

Ancien président du Conseil des ministres

—
PRIX : 5 CENTIMES
—

PARIS

AU SIÈGE DE L'ASSOCIATION NATIONALE RÉPUBLICAINE

51, RUE VIVIENNE, 51

1889

ASSOCIATION NATIONALE RÉPUBLICAINE

(CENTENAIRE DE 1789)

L'ASSOCIATION NATIONALE RÉPUBLICAINE a pour but de préparer le pays à célébrer dignement le Centenaire de 1789, par le triomphe d'une politique d'union sociale, de progrès et de liberté.

L'ASSOCIATION NATIONALE RÉPUBLICAINE s'adresse à toutes les bonnes volontés. Aucune cotisation n'est obligatoire : ainsi l'Association reste accessible à tous. Chacun est libre de contribuer, suivant ses convenances, aux dépenses de l'Association.

L'ASSOCIATION NATIONALE RÉPUBLICAINE doit rallier tous les Français qui, fidèles à l'esprit de la Révolution, ne veulent de despotisme d'aucun genre, et, sous les garanties d'une loi égale pour tous, unis dans une même pensée de concorde et de progrès, entendent, par le développement de toutes les forces morales et matérielles de la République, assurer le libre et pacifique essor de notre démocratie.

Le Comité directeur :

JULES FERRY, député, ancien président du Conseil des ministres, président.

PAUL DEVÈS, sénateur, ancien garde des sceaux, ancien ministre de l'agriculture ; JULES STEEG, député de la Gironde ; FERDINAND DREYFUS, ancien député de Seine-et-Oise ; JULES LEVEILLÉ, professeur à la Faculté de droit de Paris, ancien président du Conseil général de la Seine, vice-présidents.

AUDIÉFRED, député de la Loire ; CASIMIR PÉRIER, député de l'Aube, vice-président de la Chambre des députés ; GODEFROY CAVAIGNAC, député de la Sarthe ; DELMAS, député de la Charente-Inférieure ; JOURDE, conseiller général des Bouches-du-Rhône, président honoraire du syndicat de la Presse parisienne ; MICHAU, président du tribunal de commerce de la Seine ; JOSEPH REINACH, directeur de la *République française* ; RONDELEUX, député de l'Allier ; JULES SIEGFRIED, député de la Seine-Inférieure.

PAUL DELOMBRE, rédacteur au *Temps*, secrétaire général.

PAUL MELON, trésorier.

BRIENS, ancien député ; CH. FLAMAND, avocat à la Cour d'appel ; ROGER MERLIN (de Thionville) ; GEORGES VILLAIN, secrétaires.

DISCOURS DE M. JULES FERRY

L'assemblée générale annuelle des membres de l'Association Nationale Républicaine (Centenaire de 1789) a eu lieu, le jeudi 11 avril 1889, sous la présidence de M. Jules Ferry, président de l'Association, dans le grand amphithéâtre de la Société de Géographie de Paris.

M. Jules Ferry en entrant dans la salle, est salué par des acclamations prolongées. Après l'exposé des travaux de l'Association pendant le courant de l'année 1888, il a prononcé le discours suivant :

Du Rôle de l'Association nationale républicaine.

MESSIEURS,

Il est bien clair, par la lecture du rapport que nous venons d'entendre, que notre Association fait plus de besogne utile et sérieuse qu'elle ne fait de bruit dans le monde ; mais elle peut et elle doit aspirer à d'autres destinées. J'en ai étudié avec beaucoup d'attention le mécanisme ; il me paraît irréprochable de tout point. L'organisation est parfaite ; les cadres sont excellents, ils n'ont qu'un défaut, ils sont un peu vides ; mais s'ils étaient remplis, si l'échafaudage de comités qui a été conçu par les auteurs de nos statuts, rayonnant du centre à la périphérie en passant par les comités de département, d'arrondissement et de canton ; si cette construction

pouvait être réalisée même approximativement, nous serions, messieurs, en possession et surtout nous mettrions entre les mains du parti républicain un instrument de pénétration dans les masses profondes du suffrage universel d'une efficacité incomparable.

Ce rayonnement doit se faire du centre vers la circonférence ; il sera d'autant plus indispensable et il est d'autant plus demandé dès à présent que notre Association, conçue et mise au monde sous le régime du scrutin de liste et pour rassembler les débris du parti républicain de gouvernement, si gravement atteint par les élections de 1885, va fonctionner aujourd'hui, dans la période décisive qui s'ouvre à cette heure, sous un régime différent : elle doit satisfaire aux besoins du scrutin uninominal.

N'allez pas croire, messieurs, que notre rôle en soit diminué ; vous auriez la preuve du contraire en lisant notre correspondance et en vous rendant compte comme nous pouvons le faire des besoins du parti républicain dans les départements.

*
* *

Reconstitution des Comités républicains d'arrondissement.

En ce moment il y a une renaissance véritable du parti républicain et si les renseignements, si les informations que nous possédons sur plusieurs régions de la France s'étendent, comme il est probable, à la France tout entière, il est permis de dire que

cette renaissance, que cette reconstitution du parti s'opère par l'arrondissement et qu'elle s'y localise.

L'arrondissement paraît devoir être, dans la période nouvelle, très jaloux de son indépendance ; il veut agir par lui-même et l'on peut tenir pour à peu près certain que l'intervention des comités du chef-lieu sera généralement écartée. Mais comme il faut toujours à ceux qui combattent loin de nous, à ceux surtout qui se reprennent après une longue dispersion, une longue période d'inertie et d'impuissance, des points d'appui, un foyer central, c'est vers nous, messieurs, que ces comités d'arrondissement en train de se reconstituer tourneront leurs regards. C'est à nous qu'ils demanderont des secours, des conseils, des aides de toute nature. Ils solliciteront des envois de brochures, des envois de conférenciers ; ils solliciteront aussi (et nous satisferons à cette demande dans la mesure de nos ressources) des subventions en argent.

Dans cet état des esprits, pour notre Association l'heure est véritablement décisive ; l'Association, son sort est dans vos mains. Selon le degré d'activité, de passion civique que vous apporterez à la servir, à la propager, vous aurez rendu service à la République, qui ne peut pas vivre sans un parti républicain de gouvernement, un des plus signalés services que jamais bon citoyen ait rendus à son pays. (*Applaudissements.*)

L'heure est décisive, et j'ajoute, messieurs, qu'elle est favorable ; depuis bien longtemps (cela a l'air d'un paradoxe) elle n'a jamais été aussi favorable. parfois le bien sort de l'excès du mal : eh bien ! il

est permis de dire que ce grand désastre des élections parisiennes du 27 janvier (ce fut un désastre, il n'y a pas à se faire d'illusions sur ce point), de ce désastre, dis-je, il est sorti deux choses heureuses : le réveil du Gouvernement et le réveil des modérés. (*Très bien ! très bien ! — Applaudissements.*)

*
* *

Réveil du Gouvernement

Le réveil du Gouvernement ? Oui, le gouvernement de la République est enfin sorti de la politique contemplative. (*Rires approbatifs.*) On a compris que les conspirations ont beau s'étaler en plein jour, elles n'en sont pas moins des conspirations (*Adhésions unanimes*) ; que le gouvernement de la République est un gouvernement comme tous les autres, jaloux de vivre, ayant le droit de vivre, et dans ce droit de vivre puisant le droit de se défendre (*Vifs applaudissements*) ; que le gouvernement de la République doit être, comme les autres gouvernements, porteur de la main de justice et du glaive, et non du roseau dérisoire de je ne sais quel pauvre Christ attaché au poteau, que l'on flagelle et que l'on outrage. (*Applaudissements répétés.*)

Les ennemis de la République mènent grand train autour de ce réveil, sur lequel ils ne comptaient pas, et, à les entendre, il semble qu'il y avait pour la République et pour les républicains une question d'honneur à se laisser égorger pour la gloire des principes ! (*On rit.*)

Messieurs, je ne sais s'il existe encore dans ce monde des républicains hommes de principes disposés à se laisser prendre à cette duperie ; je les prie, dans tous les cas, de méditer ces fortes paroles d'Edgar Quinet : « L'histoire hait les dupes ; elle les met presque au rang des coupables. » (*Applaudissements.*) Quoi qu'il en soit, messieurs, c'est un fait acquis : les républicains de 1889 ne seront pas dupes, ils ne veulent pas l'être et ils ne le seront pas. (*Très bien ! — Applaudissements.*)

*
* *

Réveil des modérés. — L'Union libérale

Avec le réveil du Gouvernement, il n'est pas douteux que nous assistons au réveil d'une fraction considérable de l'opinion qui semblait sommeiller depuis un certain nombre d'années.

Je ne fais que constater un fait dont vous êtes tous témoins et qu'attestent nos informations et nos correspondances. Partout les hommes modérés se reprennent, les républicains de gouvernement se reconstituent. La renaissance, l'espérance, nous les constatons à Paris, nous les constatons surtout dans les départements. Et cette renaissance, ce réveil des opinions modérées ne se produit pas seulement dans notre camp. Il se produit dans les camps voisins. Vous avez tous été frappés, messieurs, de l'organisation nouvelle et active qu'un certain nombre d'hommes appartenant à des opinions républicaines et libérales extrêmement tempérées, correspondant à

ce qu'on appelle l'ancien centre gauche, se réclamant de la mémoire et de la politique de M. Thiers et de M. Dufaure, ont établie sous le nom d'Union libérale.

C'est un centre nouveau d'action et de propagande. Assurément, messieurs, cette reconstitution d'un parti qui avait eu le tort de se laisser oublier n'a rien qui puisse exciter ni notre rivalité ni notre mauvaise humeur. (*Assentiment général.*) Au contraire, nous accueillons ces auxiliaires, ces alliés de demain avec empressement et reconnaissance. Ce sera un véritable bienfait, messieurs, si les conservateurs républicains comprennent enfin qu'ils ont dans notre société démocratique quelque chose de mieux à faire que de censurer et de relever les erreurs nombreuses de la démocratie ; qu'ils ont à se rapprocher d'elle, à chercher à agir sur elle, à parler au suffrage universel, à se présenter à lui avec l'ascendant de leurs lumières, de leur situation, de l'autorité dont ils jouissent dans la société. Ils rendront ainsi un grand service à la République, et ils ne peuvent être pour nous que des alliés, des auxiliaires, — jamais. (cela me paraît tout à fait impossible), dans aucune circonstance, ni des rivaux ni des adversaires. (*Vifs applaudissements.*)

* * *

Simplicité des programmes électoraux.

Il y a quelque chose d'aussi important et d'aussi heureux que le réveil des modérés, c'est le réveil des idées du Gouvernement, qui sont des idées essentiellement modérées. Ainsi l'on vous parlait tout à

141

l'heure des comités de Paris, de cette reconstitution spontanée qui est encore la suite, la conséquence de notre grand désastre du 27 janvier. On vous a dit que le 18^e, le 9^e, le 5^e, le 10^e arrondissement reconstituent leurs comités électoraux, organisent une propagande, arrêtent des programmes. Tout cela se fait chez nous, sous notre toit, à notre grande satisfaction, mais (je n'ai pas besoin de vous le dire) en dehors de toute direction, — nous n'avons ni cette prétention ni cette autorité.

Eh bien, ce qui est remarquable, c'est l'accord spontané des vues entre électeurs appartenant à des groupes si divers, à des régions dont la tradition politique et électorale a tant différé dans le passé. Je suis surpris et heureux de voir les progrès qu'ont fait en si peu de temps les idées de politique pratique. Nous ne trouvons plus dans les nouveaux programmes ces formules si longtemps en usage, ces formules si vagues, si retentissantes, si décevantes, hélas ! Nous y trouvons la politique qu'il faut faire aujourd'hui, qu'il faudra faire demain, résumée en quelques points très nets, très concrets, très clairs, comme, par exemple, dans le programme du comité du 9^e arrondissement : « Défendre la Constitution et s'opposer à la revision, — assurer la stabilité gouvernementale, — conserver les libertés proclamées par la Révolution, — garantir la liberté de conscience en maintenant la suprématie du pouvoir civil. »

Vous le voyez, c'est, en quelques mots, une réponse nette, catégorique, précise, sur le sens et la portée de laquelle personne ne peut se méprendre,

aux plus gros problèmes qui agitent l'opinion.

Et sans s'être donné le mot, — à coup sûr on peut affirmer que beaucoup d'entre ces comités ne se connaissent pas, — les mêmes formules dans des termes presque identiques se retrouvent : dans le programme du dix-huitième comme dans celui du neuvième, dans celui du dixième et, très probablement, dans le programme du comité en formation du cinquième arrondissement.

Messieurs, ce sont là des faits heureux et il est bien permis et vous ne trouverez pas mauvais, en présence d'un horizon chargé de tant de sombres nuages et au milieu des pronostics lamentables qu'on ne nous épargne pas, que j'attire particulièrement votre attention sur des points lumineux, sur des raisons de croire et d'espérer.

* * *

Attitude moins agressive des radicaux.

Je parlais du réveil des modérés, qui est certainement une des conséquences du 27 janvier. Il en est une autre. Si les modérés sont devenus plus hardis, nous devons constater avec une grande satisfaction que les radicaux sont devenus moins agressifs. (*Très bien ! très bien !*) C'est un grand point. Rien n'a été plus désastreux pour les destinées du parti républicain que la division, non point la division d'idées et de doctrines — celle-là est dans la nature des choses, dans le tempérament des esprits — mais la division passionnée, l'esprit de secte et

les haines déchaînées entre les deux grandes fractions du parti républicain.

Nous sommes entrés fort heureusement (et certes ce n'est pas de notre côté que rien sera dit, ni fait, ni tenté pour modifier cet heureux état de trêve), nous sommes entrés dans une situation beaucoup plus normale. Ni d'un côté ni de l'autre on n'abdique ses principes, mais il semble qu'on se dise : Après tant et de si dures leçons, ne peut-on pas professer des opinions différentes sur la manière de conduire les affaires de la République sans se mettre les uns et les autres en accusation devant le pays républicain ?

Eh bien, cette trêve, cette pacification, il faut qu'elle subsiste jusqu'aux élections. Nous ne ferons rien pour la troubler. (*Applaudissements.*) Nous croyons représenter la majorité des opinions républicaines dans le pays ; nous sommes même convaincus que la leçon des événements, que les enseignements si pénétrants, si cruels et si répétés que nous avons reçus depuis deux années ramènent de notre côté, je dirai presque dans notre bercail, plus d'une brebis égarée ; nous croyons cela, mais nous savons très bien que nous ne sommes pas la totalité du parti. Nous savons très bien surtout que la France, qui n'est devenue une si grande nation que parce qu'elle est une nation très diverse, que parce qu'elle réalise, comme on le dit de la création, la variété dans l'unité, que cette France comprend des populations, des agglomérations, des régions qui sont, par tradition ou par tempérament, vouées au radicalisme. Nous n'avons pas la prétention de les leur

disputer. Nous resterons sur notre sillon. Nous leur demandons seulement de rester sur le leur. (*Applaudissements.*)

*
* *

Adhésions de la jeunesse des Ecoles.

Je dois, messieurs, dans ce tableau des bons symptômes, en relever un autre encore ; celui-là est tout à fait nouveau et il nous paraîtra des plus heureux. Nous étions inquiets, nous autres, qui depuis vingt-cinq ans et plus sommes sur la brèche, nous qui avons vu et fait tant d'élections, nous étions inquiets, non sans quelque raison, de voir un peu vieillir nos cadres. Le recrutement paraissait difficile, la jeunesse ne semblait pas affluer de notre côté. C'était le cas de répéter le mot si spirituel et si vrai du maréchal Bugeaud : « C'est toujours les mêmes qui se font tuer à la guerre. »

Dans l'armée républicaine, nous en étions à dire : « C'est toujours les mêmes qui combattent et les mêmes qui se font tuer ». Eh bien, aujourd'hui les choses vont changer. Un fait nouveau se produit, c'est l'adhésion de la jeunesse. (*Très bien! — Vifs applaudissements.*)

La secousse du boulangisme a profondément touché l'esprit des jeunes gens. Vous avez vu se former, non seulement à Paris, mais dans les provinces les plus reculées, des comités de jeunes gens revendiquant avec énergie et avec passion le titre de comités antiboulangistes. Et il n'est pas de jour, à notre

Association, à la rue Vivienne, où nous ne voyions arriver ces jeunes néophytes nous offrant leur personne, leur parole, leur concours sous toutes les formes, demandant qu'on leur donne de la besogne, ardents à la lutte.

Ah ! messieurs, quelle satisfaction pour vous tous, vieux lutteurs comme moi ! Quel gage d'espérance, quelle récompense de nos efforts passés ! Nous voyons donc que le sol de la France républicaine est encore fécond et que la nouvelle moisson lève.
(*Applaudissements répétés.*)



Le Pessimisme.

Messieurs, j'insiste sur toutes les raisons d'espérer. J'y insiste avec intention, avec une persistance qu'on peut trouver peut-être exagérée, mais j'y insiste parce que je redoute par-dessus tout pour mon parti la contagion d'un mal moral qui sévit à ce déclin du siècle : le pessimisme ; le pessimisme qui est devenu à cette fin de siècle une école de littérature. Oh ! s'il devenait une école de politique et si les républicains allaient à cette école-là, ce serait fait de la France et de l'avenir ! (*Sensation.*)

Eh bien, dussé-je être qualifié d'optimisme exagéré, je crois qu'on se laisse trop facilement aller sur la pente de la désespérance et du découragement. Je crois qu'il se rencontre parmi nous, parmi les meilleurs d'entre nous, trop d'hommes enclins à

dire, il n'y a plus rien faire, la folie publique est à son comble, la maladie est incurable, personne ne peut remonter le courant qui va vous submerger tous. Beaucoup trop de bons citoyens s'enveloppent la tête de leur manteau, attendant le dernier coup. (*Applaudissements.*)

Il y a dans cette mélancolie résignée du stoïcisme, et, je le veux bien, une certaine fierté, mais ne croyez-vous pas qu'il entre aussi dans cet état d'esprit un peu trop de mépris du suffrage universel, un peu trop de manque de foi dans la justice, dans la raison, dans l'action, et, pour tout dire, un peu de paresse et un peu de scepticisme ? (*Marques d'assentiment. — Applaudissements répétés.*)

Messieurs, on rencontre dans les rues de la cité trop de gens aujourd'hui qui crient : « Jérusalem, Jérusalem, malheur à toi ! » Mais on n'en voit pas assez qui montent sur la muraille pour la défendre et pour la sauver. (*Vive adhésion.*) On devrait bien pourtant se rappeler que les victoires des malfaiteurs sont faites en grande partie de la faiblesse des honnêtes gens (*Approbaton*) et que les succès du charlatanisme tiennent en grande partie à l'étonnement que le charlatanisme fait éprouver aux honnêtes gens qui ne le connaissent pas. (*Applaudissements.*)

Ne trouvez-vous pas, messieurs, que notre Paris, que la France libérale et républicaine restent trop longtemps sous le coup de cette surprise ?

Nouvelles mœurs électorales.

Assurément le temps d'aujourd'hui ne ressemble pas au temps d'autrefois. Les élections que nous avons faites pendant vingt-cinq ans dans ce pays ne ressemblent pas aux élections d'aujourd'hui. Nous avons vu tous les excès, toutes les violences de la brigade américaine franchir l'Atlantique, et avec eux nous avons vu s'installer en maître, en tyran, dans nos opérations électorales, le roi Dollar qu'on connaissait si peu auparavant. J'ai fait beaucoup d'élections dans ma vie ; j'en ai vu beaucoup et vous aussi. Véritablement, nous ne les faisons pas et on ne les faisait guère avec l'argent, même sous l'Empire.

Je me rappelle de quelle façon les élections entachées par les puissances financières étaient épluchées par le Corps législatif lui-même, si docile sur le chapitre des candidatures officielles. C'était le temps où notre maître Jules Favre, dans une discussion célèbre, au candidat qui disait qu'après tout l'argent n'avait joué qu'un petit rôle dans son élection, répondait, aux applaudissements de la Chambre tout entière : « Nous tenons, nous, qu'en France l'argent ne doit jouer dans les élections aucun rôle. » (*Applaudissements.*)

Nous sommes loin de là, messieurs, et l'argent paraît devoir jouer dans les élections un rôle de plus en plus considérable. Mais il est inutile de regretter le passé ; il faut tâcher de se pénétrer des réalités

de l'heure présente. Nous sommes, en vérité, comme de vieilles troupes munies de bonnes armes d'autrefois, qui feraient connaissance pour la première fois avec les fusils à tir rapide. Les vieilles troupes, surprises, se troublent et se débandent.

* * *

Changement de tactique.

Il faut qu'elles se reprennent. Que devons-nous faire? Changer notre outillage électoral, nous mettre au courant des tactiques nouvelles. On nous dit : « Le pays est affolé; il ne sait plus ce qu'il veut; on l'étourdit par les cris des camelots, on l'éblouit avec de l'imagerie... » Mais qu'avons-nous fait de sérieux pour tirer le pays de cet affolement? Où est notre propagande, notre imagerie? Que faisons-nous? Sommes-nous au monde pour nous lamenter et voir grandir le torrent sans chercher à défendre les digues? Ce ne sont pas là des attitudes viriles.

Je ne puis pas croire, quant à moi, et je n'admettrai jamais que les honnêtes gens ne puissent employer, eux aussi, les moyens perfectionnés de propagande, qu'ils n'aient pas quelque chose à apprendre à l'école des charlatans, qu'ils ne puissent par des procédés honnêtes, quoique analogues, garder l'oreille de ces populations sensées, laborieuses, si nombreuses dans notre pays, qui ne sont point affamées d'utopie, et qui, ne voulant pas que l'ordre et la paix, appartiennent, par destination en quelque

sorte, à l'opinion que nous représentons. (*Applaudissements.*)

Il y a aussi des découragés qui disent : « Il est trop tard ! » Et ils sont comme accablés par les fautes qui ont pu être commises. — Oui, disent-ils, le boulangisme, ce n'est pas une cause, c'est un effet; c'est la conséquence d'une politique mauvaise qui ne date pas d'hier. Il faudrait la refaire, cette politique, mais il est trop tard.



La vraie faute.

Je ne veux pas m'expliquer, messieurs, sur le chapitre des fautes commises. Il y en a eu certainement, mais je crois qu'on se trompe étrangement sur la portée et sur les conséquences électorales de cette politique qu'il est de mode de juger si sévèrement.

J'admets que les exagérations colossales, calomnieuses, auxquelles on s'est livré au sujet de la gestion financière de la République, qui n'a eu, après tout, d'autre tort que de faire de grandes choses en dépensant beaucoup d'argent, car on n'a pas encore trouvé le moyen de faire de grandes choses avec peu d'argent. Je veux bien admettre l'influence de ces mauvais propos; je veux bien convenir aussi qu'une certaine exagération dans la laïcisation des écoles ou des hôpitaux ait pu mécontenter certaines régions; mais ce n'est pas là, croyez-le bien, pour le suffrage universel, la grande faute qui a été com-

mise. La grande faute, la voici : ~~étant~~ ^{étant} données des populations qui, par tradition, par tempérament, par instinct, peut-on dire, veulent être gouvernées, on n'a pas su donner à la République figure de gouvernement. (*Vive adhésion. — Applaudissements répétés.*)

Le grand tort qu'a eu la République aux yeux de ces masses profondes qui semblent à l'heure actuelle se détourner d'elle, a été de se laisser décrier, insulter à bouche-que-veux-tu dans la personne de ses fonctionnaires, de ses représentants de tous ordres, depuis le plus humble des agents jusqu'au chef de l'Etat. (*Applaudissements.*) Sa grande faute a été de donner à penser aux masses laborieuses de ce pays que la République n'était pas un gouvernement tel qu'elles sont accoutumées à le concevoir et qu'elle n'était, en somme, que l'anarchie organisée. (*Applaudissements.*)

*
* * *

Le Remède.

Messieurs, si l'on se rend un compte exact des causes du mal, on est bien près de trouver le remède. Les découragés nous disent que la nation ne sait pas ce qu'elle veut, mais qu'elle veut « autre chose ». Elle veut changer à tout prix, mais elle le veut d'une façon confuse, et ce vague désir de changement est aussi difficile à formuler qu'à satisfaire. Et l'on a fait, vous le savez, un mot barbare pour exprimer

cet état d'esprit : le pays est « autrechosiste ». (*On rit.*) Oui, je crois qu'on veut autre chose, mais, franchement, serait-il bien difficile de faire autre chose que ce que nous faisons depuis quatre ans ?

Le pays veut autre chose ? Ah ! il a bien raison ! Eh bien, essayez de lui montrer une majorité de gouvernement véritablement compacte, sage et disciplinée ; une Chambre des députés qui n'ait pas la prétention d'attirer à elle tous les pouvoirs, judiciaire, administratif, financier, et de se conduire comme une véritable Convention sous un régime constitutionnel qui repose sur la collaboration des deux Chambres... Montrez-lui des députés qui administrent moins et qui légifèrent davantage (*Applaudissements*) ; des préfets dont l'autorité ne soit pas incessamment diminuée par des intrusions indiscretes (*Applaudissements*) ; un Sénat moins modeste et un pouvoir exécutif plus fort, et le pays aura « l'autre chose » qu'il désire. (*Applaudissements répétés.*)

Messieurs, nous avons vu, il y a quarante ans, la liberté succomber en ce pays dans une crise qui a, avec celle-ci, trop d'inquiétantes analogies, mais alors du moins le conspirateur était au pouvoir ; il tenait en mains toutes les forces sociales de la France. Aujourd'hui, c'est le cas inverse. La République a tous les pouvoirs ; elle a pour se défendre la majorité dans les deux Chambres ; elle est toute-puissante, elle est souveraine. Et elle se laisserait arracher le bien qu'elle a reçu de nos pères et dont elle doit compte à nos enfants ? Elle se laisserait émietter, amoindrir, déshonorer, effondrer, enliser, sous nos

regards découragés en présence de nos bras impuis-
sants !

Ah ! messieurs, pour un parti qui se laisserait
ainsi dépouiller, il n'y aurait pas assez de mépris
dans l'histoire. (*Applaudissements.*)

C'es bien assez, c'est déjà trop, qu'à l'heure pré-
sente le boulangisme fasse de nous, croyez-le bien,
la risée de l'Europe entière. Il dépend de nous que
tout au moins il ne fasse pas des républicains de
1889 la risée de l'histoire et de l'avenir ! (*Double
salve d'applaudissements et acclamations prolon-
gées.*)

Un vif enthousiasme a accueilli la pèroraison de cet
énergique discours. M. Jules Ferry est félicité par
tous les membres du bureau.

BROCHURES DE PROPAGANDE

Pour déférer aux désirs qui lui ont été exprimés, l'Association Nationale Républicaine a édité des brochures de propagande qu'elle tient à la disposition des comités républicains dans des conditions excessivement avantageuses.

On trouve aux bureaux de l'Association, 51 rue Vivienne, Paris, les brochures suivantes :

Discours prononcé par M. Jules Ferry, le 11 avril 1889 à l'assemblée générale des membres de l'Association. Broch. 24 pages. Prix fort, 5 cent. ; le cent., 2 fr. ; le mille, 15 fr.

Discours prononcé par M. Jules Ferry à l'Hôtel-Continental, le 21 décembre 1888. Broch. 24 pages. Prix fort, 5 cent. ; le cent. 2 fr. ; le mille, 15 fr.

L'Almanach du bon Républicain pour 1889, 1 vol, de 208 pages avec de nombreuses illustrations. Prix fort, 50 cent. ; le cent, 20 fr. ; le mille, 150 fr.

Boulangier militaire, par Eugène Ténor. Broch. 32 pages, Prix fort, 5 cent. ; le cent, 2 fr. ; le mille, 15 fr.

La vérité sur Boulangier militaire. Broch. 24 pages. Prix fort, 5 cent. ; le cent, 1 fr. 80. ; le mille, 12 fr.

La Politique coloniale, par Jacquillou. Broch. 16 pages. Prix fort, 5 centimes ; le cent, 1 fr. 50 ; le mille, 10 fr.

L'Œuvre de la République. Broch. 64 pages. Prix fort, 10 centimes ; le cent, 5 fr. ; le mille, 20 fr.

Le Péril de la Dictature. Discours prononcé par M. Maurice Rouvier, le 27 avril 1888. Epuisé.

La Politique républicaine. Discours prononcé par M. Maurice Rouvier, le 18 avril 1887. Epuisé.

SOUS PRESSE

La Ligue césarienne. Discours prononcé par M. Emmanuel Arène à la Chambre des députés le 14 mai 1889. Prix fort, 5 cent ; le cent 2 fr. ; le mille, 15 fr.

NOTA.-- Les frais d'expédition sont en sus. Indiquer si l'on veut l'expédition par petite ou grande vitesse et mentionner la gare desservant la localité.

831

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom et Prénoms.....

Profession.....

Domicile.....

Je, soussigné, déclare adhérer aux statuts de l'ASSOCIATION NATIONALE

RÉPUBLICAINE (CENTENAIRE DE 1789)

Et je m'engage à verser la somme de



à titre de DON VOLONTAIRE (annuel) ou (unique).

Date.....

Signature :

Prière d'adresser ce Bulletin, 51, rue Vivienne, PARIS, à M. le Trésorier de l'Association, qui réclamera ou en fera toucher les souscriptions.

ADHÉSIONS

Peuvent faire partie de l'Association, les comités, groupes ou personnes qui adhèrent aux statuts de l'Association nationale républicaine. (Centenaire de 1789.)

L'Association comprend : (Art. 5 des statuts.)

1° Des comités qui fixent eux-mêmes le montant de leurs cotisations ;

2° Des membres fondateurs qui versent à l'Association une somme de **mille** francs ;

3° Des membres sociétaires qui versent une somme minimum de **cent** francs ou une somme annuelle de **vingt-cinq** francs ;

4° Des membres adhérents versant ou ne versant pas de cotisation.

Ainsi, l'Association républicaine est accessible à tous, elle s'adresse à toutes les bonnes volontés.

Aux termes de l'article 6 des statuts « les groupes ou comités qui deviennent membres de l'Association nationale républicaine, conservent *leur entière indépendance, leur organisation propre et leur organisation spéciale.* » L'Association ne s'immisce pas dans les questions locales.

Prière d'adresser les souscriptions à M. Paul Melon, au siège central de l'Association, à Paris, rue Vivienne, 51, où les adhésions sont reçues.

Pour tous renseignements, communication du programme et des statuts, adhésions, abonnements au *Bulletin*, etc., s'adresser au secrétariat général de l'Association républicaine, rue Vivienne. 51, à Paris, où un bureau spécial est ouvert, tous les jours, de dix heures à quatre heures, dimanches et fêtes exceptés.
